



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**(A comité de lecture)**

**N° 3 Aout 2016**

**Entrepreneuriat Social féminin et développement humain : cas des  
coopératives de la région Souss Masaa**

**Women Entrepreneurship Social and human development: the case of  
cooperatives in the region Souss Masaa**

**E.MEGDER**

Enseignant chercheur ENCGA

[megderel@yahoo.fr](mailto:megderel@yahoo.fr)

**H.BADIR**

Cadre financier, Groupe Immobilier Agadir

[badir1hanane@gmail.com](mailto:badir1hanane@gmail.com)

**Résumé :**

L'entrepreneuriat est une notion qui jouit d'une notoriété intéressante tant au niveau de la recherche que de la pratique. Dans les circonstances du développement économique de nos jours, caractérisées par une prépondérance des crises, augmentation du chômage et pauvreté, une forme particulière d'entrepreneuriat présente une innovation intéressante en visant d'autres objectifs que l'entrepreneuriat traditionnel. En effet, l'entrepreneuriat social est un concept émergent qui gagne en popularité (Christie et Honig, 2006). Il se propose comme une véritable alternative à l'insertion socioéconomique et au développement humain durable, d'où notre problématique : qu'il est l'apport de l'entrepreneuriat social au développement humain durable et à l'insertion socioéconomiques?

La structure de ce travail est articulée sur trois points. Présenter d'abord un essai de terminologie du concept de l'entrepreneuriat social et développement humain durable afin de limiter le cadre de notre recherche. Aborder, ensuite une analyse sur le rapport entre développement socioéconomique, entrepreneuriat social et inclusion socioéconomique des femmes. Enfin présenter les résultats d'une étude qualitative menée sur les coopératives féminines de la région Souss Masa.

**Mots clés :** entrepreneuriat social, développement humain durable, inclusion socioéconomique, entrepreneuriat féminin

**Abstract**

Entrepreneurship is a concept that has an interesting notoriety both in research and in practice. In the circumstances of economic development nowadays, characterized by a preponderance of crisis, increased unemployment and poverty, a special form of entrepreneurship is an interesting innovation for other objectives than traditional entrepreneurship.

Indeed, social entrepreneurship is an emerging concept that is gaining popularity (Christie and Honig, 2006). It offers a real alternative to the socio-economic integration and sustainable human development, hence our problem: it is the contribution of social entrepreneurship for sustainable human development and socioeconomic integration?

The structure of this research is articulated on three points. first present a terminology test of the concept of social entrepreneurship and sustainable human development to limit the scope of our research. develop, then an analysis on the relationship between economic development, social entrepreneurship and social and economic inclusion of women. Finally present the results of a qualitative study of women's cooperatives in the Souss Masa region.

**Keywords:** social entrepreneurship, sustainable human development, economic inclusion, female entrepreneurship

## Introduction

L'entrepreneuriat est une notion qui jouit d'une notoriété intéressante tant au niveau de la recherche que de la pratique. Dans les circonstances du développement économique de nos jours, caractérisées par une prépondérance des crises, augmentation du chômage et pauvreté, une forme particulière d'entrepreneuriat présente une innovation intéressante en visant d'autres objectifs que l'entrepreneuriat traditionnel. En effet, l'entrepreneuriat social est un concept émergent qui gagne en popularité (Christie et Honig, 2006). Plusieurs définitions de l'entrepreneuriat social ont été proposées (S. Zahra et al. 2009) en identifiant 21 entre 1997 à 2007. Cependant, deux grandes approches de l'entrepreneuriat social peuvent être distinguées: Une approche anglo-saxonne, notamment américaine mettant en avant le rôle de l'individu, l'entrepreneur social, qui exploite des opportunités pour servir une mission sociale (Thompson, 2008 ;Dees and Anderson, 2006 ;Bornstein, 2004) et une approche européenne, centrée sur l'entreprise sociale, définie comme « une organisation avec un but explicite de service à la communauté, initiée par un groupe de citoyens et dans laquelle l'intérêt matériel des investisseurs est sujet à des limites.

Au Maroc, des initiatives innovantes à vocation sociale se sont multipliées ces dernières années, impulsées notamment par l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). Ces initiatives conduites par des acteurs dits « entrepreneurs sociaux », se sont focalisées sur l'identification d'opportunités de réponse à des besoins spécifiques, sociaux ou environnementaux et sur la concrétisation de ces opportunités par la mise en œuvre de solutions entrepreneuriales appropriées. De fait une préoccupation tournée vers le social s'impose.

L'entrepreneuriat social prend tout son sens dans les pays en développement, où il s'avère judicieux de mettre en place une stratégie « réaliste » en matière de développement économique et social. L'Entrepreneuriat social est certainement un moyen pertinent d'intégration des femmes dans le développement, dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de leur qualité de vie de façon durable.

Il se propose comme une véritable alternative à l'insertion socioéconomique et au développement humain durable. Jusqu'à présent peu d'étude évalue les retombés de ce mode d'entrepreneuriat sur les conditions de vie des femmes, cible de notre étude. D'où notre

problématique : **qu'il est l'apport de l'entrepreneuriat social au développement humain durable et à l'insertion socioéconomiques des femmes?**

La structure de ce travail est articulée sur trois points. Présenter d'abord un essai de terminologie du concept de l'entrepreneuriat social et développement humain durable afin de limiter le cadre de notre recherche. Aborder, ensuite une analyse sur le rapport entre développement socioéconomique, entrepreneuriat social et inclusion socioéconomique des femmes. Enfin présenter les résultats d'une étude qualitative menée sur les coopératives féminines de la région Souss Masa.

## **1- Cadre conceptuel de la recherche**

Afin de délimiter le champ de notre recherche, il nous semble nécessaire de présenter les concepts de cette recherche à savoir : l'entrepreneuriat social (ES) et développement humain.

### **1-1 Entrepreneuriat social : essai de définition**

Le concept de l'entrepreneuriat social a connu un développement dans les années 90 dans l'Europe et Etats-Unis. Parmi les organisations qui ont contribué à cet engouement, on peut citer à titre d'exemple le MOUVES (Mouvement des Entrepreneurs Sociaux) qui regroupe les entrepreneurs sociaux les plus actifs et la fondation américaine Ashoka pour qui l'entrepreneur social est avant tout un "*Changemaker* ».

Les nombreux travaux académiques sur le concept d'ES se concentrent sur la multidimensionnalité du concept et sur la présence d'une double facette à savoir : l'entrepreneuriat et le social (Brouard et al, 2007). La première facette, « l'entrepreneuriat » se renvoie à la découverte, l'exploitation et la saisie d'opportunités, (Shane et Venkataraman, 2000). Quant à la deuxième facette, le «social», qui est la mission sociale à accomplir, est l'élément central distinguant l'ES de l'entrepreneuriat traditionnel. La reconnaissance d'opportunité est guidée par une mission sociale, par la combinaison de ressources destinées principalement à explorer et à exploiter les opportunités pour opérer une transformation sociale ou répondre à des besoins sociaux non résolus (Mair et Martí, 2006).

Le concept de l'entrepreneuriat social est très large, il apparaît souvent interchangeable avec le concept de l'entreprise sociale et l'entrepreneur social. Nous aborderons les trois grandes visions de l'ES qui émergent de la littérature anglo-saxonne et européenne avant d'ouvrir une perspective dans les pays en voie de développement avec les concepts de « social business » et de « Bottom of pyramid ».

**La première approche** est centrée sur l'entreprise sociale. Cette vision est souvent qualifiée d'eurocentrée et l'entreprise sociale définie comme « une organisation avec un but explicite de service à la communauté, initiée par un groupe de citoyens et dans laquelle l'intérêt matériel des investisseurs est sujet à des limites » (Defourny et Nyssens, 2006). Cette approche se base sur des critères économiques et sociaux pour définir l'entreprise sociale. Elle présente un idéal-type de l'entreprise sociale. Néanmoins, elle comporte des limites en pratique car les critères ne se retrouvent pas tous dans la plupart des entreprises sociales analysées par le réseau EMES (Defourny et Nyssens, 2010).

**La deuxième approche**, celle de l'innovation sociale, porte une attention particulière sur l'importance de l'innovation dans le processus d'entreprendre. L'entrepreneur est l'acteur central de ce courant. Les entrepreneurs sociaux sont considérés comme des personnes qui réforment ou révolutionnent les systèmes traditionnels de production pour créer de la valeur sociale en déplaçant des ressources vers des endroits qui offrent un rendement supérieur pour la société, (Dees et Anderson, 2006).

**La troisième approche**, dit de « *social business* » est développée par Muhammad Yunus, définit ainsi le social business comme une entreprise ne réalisant pas de pertes et ne distribuant pas de dividendes, elle se consacre entièrement à la réalisation d'un objectif social, (Yunus, 2011 p. 23). Yunus, distingue entre deux types de social business. Le *social business* de type I : sont les entreprises qui ne réalisent pas de pertes et ne distribuent pas de dividendes. Elles cherchent à répondre à une difficulté sociale et sont détenues par des investisseurs qui consacrent l'intégralité des bénéfices à l'expansion de l'entreprise ainsi qu'à l'amélioration de son fonctionnement. Les *social business* de type II sont les entreprises cherchant à maximiser le profit mais détenues par des pauvres, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société dédiée à une cause particulière.

Enfin, l'approche dite *bottom of the pyramid*(BoP) définie par Prahalad (2004) qui développe l'idée selon laquelle « *la pauvreté et la subvention aux besoins du bas de la pyramide de Maslow est un immense marché que les entreprises devraient adresser pour s'enrichir tout en résolvant des problèmes de pauvreté* ». L'auteur insiste sur le fait que les pauvres sont victimes du surcoût qu'ils payent pour accéder à des biens et ses services. Il interpelle les dirigeants des entreprises et notamment des multinationales à surmonter ce paradoxe en évoquant les profits qu'ils pourraient réaliser en mettant en place des stratégies adaptées aux populations de la base de la pyramide.

Malgré la diversité des approches et des conceptualisations, elles ont toutes l'avantage de converger vers la nécessité de la mise en œuvre de l'esprit d'entreprise au service des besoins sociaux ou sociétaux, adoptant une démarche innovante, inventant de nouvelles réponses aux problèmes sociaux, de nouvelles manières de mobiliser des ressources, adaptant certaines méthodes utilisées dans la sphère capitaliste afin de servir une mission sociale. Une définition allant dans ce sens est celle d'Alexandre-Leclair (2013) selon laquelle « l'ES peut être défini comme toute création d'activité à finalité sociale et durable, à but lucratif ou non lucratif grâce à l'innovation sociale et la gouvernance participative ». Nous retiendrons cette définition dans notre étude.

## **1-2 Développement humain : clarification conceptuelle**

Il est difficile de rendre compte, ici, de toute la richesse du concept de développement humain, de ses soubassements théoriques, de ses applications pratiques, des développements et des critiques scientifiques et méthodologiques dont il fait encore aujourd'hui l'objet. Une clarification conceptuelle nous semble nécessaire.

Le développement humain peut être défini comme un processus d'élargissement des choix. Chaque jour, chaque être humain fait toute une série de choix d'ordre économique, social, politique ou culturel. Si les êtres humains sont bien au centre des activités entreprises en vue du développement, celles-ci devraient être orientées vers l'élargissement des choix dans tous les domaines de l'activité humaine, au bénéfice de tous. Le développement humain est à la fois un processus et un résultat. Il concerne tant les processus par lesquels les choix sont accrus que les résultats de ces choix.

Le développement humain vise ainsi non seulement à élargir les capacités et les opportunités, mais aussi à maintenir un équilibre approprié entre celles-ci afin d'éviter la frustration qui résulterait d'une trop grande disparité entre elles.

Le développement humain est le développement des individus, pour les individus et par les individus. Le développement des individus implique la mise en place de capacités humaines par le développement des ressources humaines. Le développement pour les individus implique que les bénéfices de la croissance se traduisent par une amélioration de la vie des gens, et le développement par les individus demande que ceux-ci puissent participer activement pour influencer sur tout processus touchant à leurs vies quotidiennes.

Le développement humain passe par l'élimination des facteurs d'exclusion socioéconomique. Ces facteurs frêne l'accès à l'éducation, au marché de travail, à un logement salubre, aux soins de santé et à d'autres conditions qui permettent de vivre dans l'aisance, de contribuer pleinement à la société et de se sentir valorisées et respectées par leur communauté (CEPSF-RA, 2000). Ces manifestations sur le plan économique sont : pauvreté, chômage, emploi non conventionnel, revenu insuffisant pour les besoins fondamentaux et la participation à la société, stigmatisation, embarras, inégalité, écart des revenus, privation, insécurité, dépréciation de la prestation de soins, analphabétisme, accès impossible à l'éducation (Shookner, 2002).

Des initiatives innovantes à vocation sociale se sont multipliées ces dernières années pour réduire les facteurs d'exclusion socioéconomique pour certaines catégories (filles, femmes et jeunes). Ces initiatives conduites par des acteurs dits « entrepreneurs sociaux », se sont focalisées sur l'identification d'opportunités de réponse à des besoins spécifiques ; sociaux ou environnementaux et sur la concrétisation de ces opportunités par la mise en œuvre de solutions entrepreneuriales appropriées.

L'Entrepreneuriat Social vise à concilier viabilité économique et impact social. Il représente une voie intéressante à développer afin que les acteurs économiques participent davantage à l'intérêt collectif, améliorent leur utilité sociale, voire contribuent à plus de démocratie. Brouard (2012). D'où notre intérêt d'analyser la contribution de l'entrepreneuriat social au développement humain et d'une manière assez précise à l'inclusion socioéconomique d'une catégorie d'entrepreneur assez particulière à savoir la femme.

## **2- Entrepreneuriat social levier du développement humain et inclusion socioéconomique**

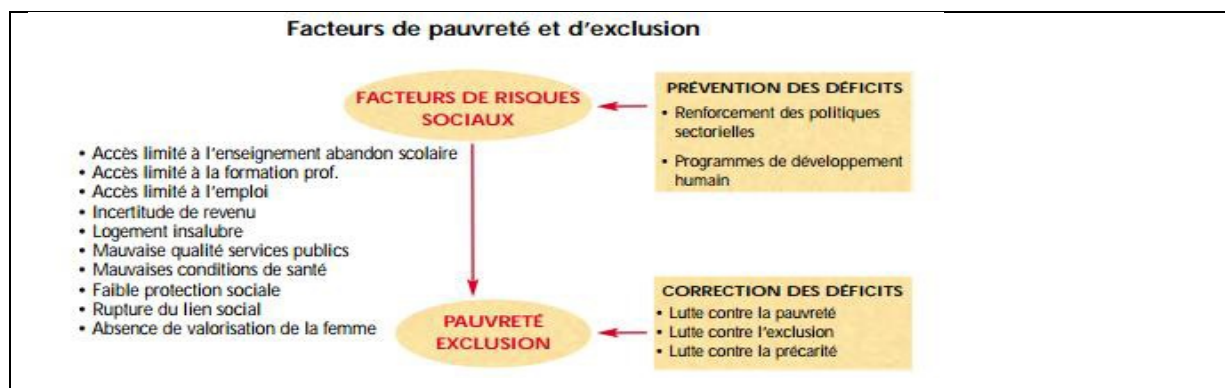
Les recherches en entrepreneuriat ne sont pas encore assez consistantes pour faire l'objet d'une unanimité autour de sa conceptualisation, les études portant sur l'entrepreneuriat social, en tant que thématique de l'entrepreneuriat, soulignent également la prolifération des définitions, des conceptions et corroborent l'absence d'un paradigme fédérateur dans ce champ de recherche (Dees, 1998). L'entrepreneuriat social a pour principale vocation, outre la création d'entreprise, la réponse à des besoins sociaux, non encore satisfaits par l'Etat et/ou par le secteur marchand (Thompson, 2002 ; Alvord et al, 2004). A l'encontre d'une économie marchande et capitaliste qui plaide pour la réalisation d'objectifs strictement financiers, l'entrepreneuriat social s'inscrit dans une logique solidaire, se donnant pour priorité la cohésion sociale.

Plaidant pour un développement humain durable, respectueux des droits de l'Homme et soucieux d'un usage raisonné des ressources, l'entrepreneuriat social renvoie au traitement des problèmes sociaux de nature complexe. Le chômage, les crimes, les problèmes d'accoutumance à la drogue, la pauvreté, l'exclusion sociale... sont autant d'externalités négatives causées par des activités commercialement légitimes ou illégitimes et appelant donc, à la mise au point de solutions et mécanismes innovateurs (Johnson, 2000).

L'entrepreneuriat social paraît dans ce cadre comme le moyen mais aussi la solution du développement humain. En effet, le processus entrepreneurial est déclenché, comme le montre le schéma en dessous, suite et afin de lutter contre le déficit social incarné généralement dans les critères de la pauvreté, l'exclusion et la précarité. Ces derniers, renferment à leur tour l'instabilité et la faiblesse de l'état de la société tels que le manque de formation et la formation professionnelle, la limitation de l'enseignement, la faiblesse du revenu, la mauvaise situation de la santé et l'insuffisance de l'emploi (A. El abjani ,2014).



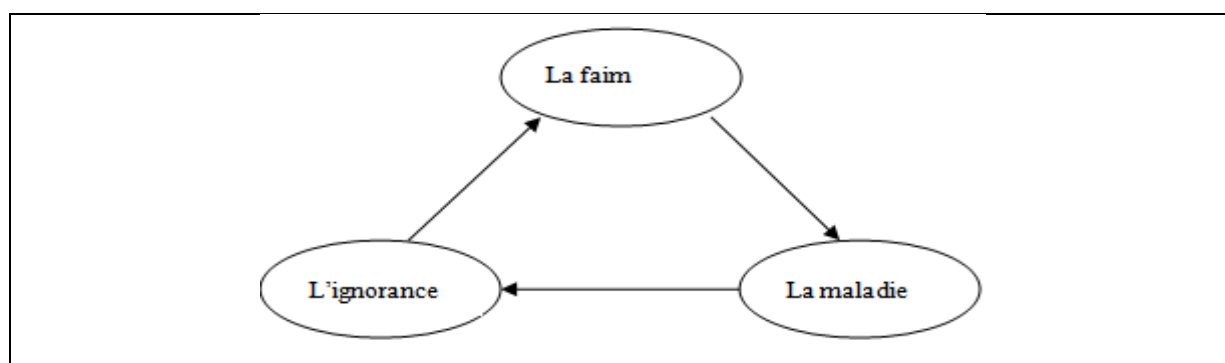
## Facteurs de pauvreté et d'exclusion



Source : Rapport de HCP

Dans cet ordre d'idée G. Douba (2002)<sup>1</sup> a développé son analyse sur l'entrepreneuriat social ou « associatif » en désignant ce processus en deux étapes dans lesquelles deux triangles de forme isocèle sont présentés. Dans la 1<sup>o</sup> étape l'auteur commence avec un 1<sup>o</sup> triangle qualifié de « *triangle de la misère* » dans lequel la misère apparaît comme la cause de la pauvreté. Ce qui conduit à l'exclusion et à la marginalisation socioéconomique de l'individu ou du groupe. Et elle est représentée finalement par trois critères : *l'ignorance, la faim et la maladie* qui peuvent constituer à notre avis un cercle vicieux déclenchant ainsi une situation défavorisée. Dans la 2<sup>o</sup> étape l'auteur propose une sorte de solutions aux problèmes induits par la misère sous forme d'un 2<sup>o</sup> triangle qualifié de « *triangle de l'Herméneutique* » et dans lequel le dialogue, la solidarité et le partage prennent de la place. Ce qui nous conduit également à trois autres critères : *le lien, le pouvoir et la quête du sens* qui composent à leur tour un autre système dans cette analyse.

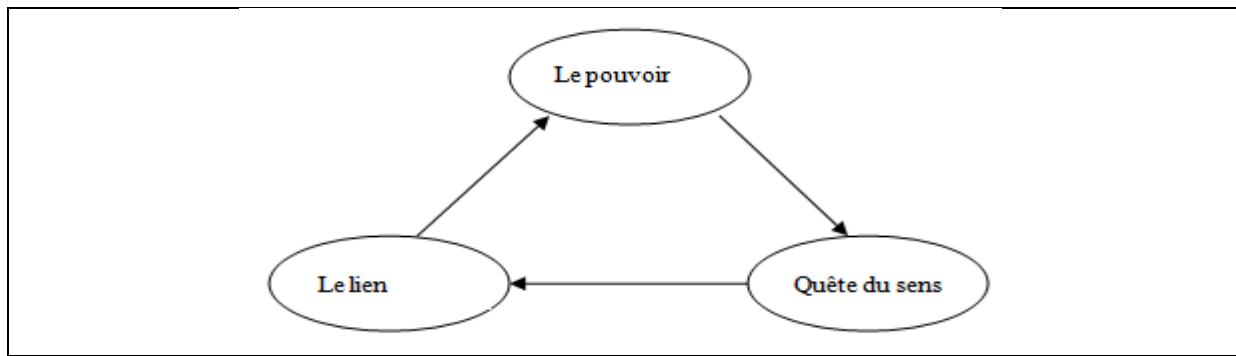
### Le triangle de la misère



Source : l'analyse de Douba (2002)

<sup>1</sup>G. Douba (2002) « L'entrepreneuriat : de l'esprit d'entreprise à l'esprit d'entreprendre, Analyse de la contribution des ONG à la redéfinition des facteurs de richesse », AUF, n° 02-67, 2002

### Le triangle d'Herméneutique



*Source : l'analyse de Douba (2002)*

L'entrepreneuriat social favorise le développement de l'économie solidaire dont l'ambition est de combiner la réciprocité, la redistribution dans un cadre légal et fondé sur la liberté d'adhésion et l'égalité. Il cherche à promouvoir la cohabitation de l'économie monétaire avec l'économie non monétaire. L'entrepreneuriat social, vise à catalyser un changement social en pourvoyant aux besoins humains basiques d'une manière durable, pourrait de ce fait constituer un levier fondamental au développement humain durable. L'entrepreneuriat social devient alors une sorte de locomotive qui doit permettre à la société un changement de vision sur les programmes de développement humain.

En définitive, l'entrepreneuriat social contribue à impulser une dynamique de recentrage de l'activité économique et social plus sur le besoin que sur la demande et s'insurge quant au fondement du droit du marché d'être le seul à autoriser que telle ou telle activité peut être labellisée d'activité économique ou pas.

### **3- La méthodologie de recherche et discussion des résultats**

Afin de mener notre étude nous avons procédé par une étude qualitative à cas multiples, basée sur l'étude de la contribution de ES à l'insertion socioéconomique des femmes. Cette étude est axée sur des entretiens semi directifs conduites sur la base d'un guide d'entretien.

Ces entrevues avaient pour objectif de connaître leur situation actuelle et les différences comparativement à leur situation de départ, et comprendre leurs motivations et espérances face à la coopérative. Cette prise de contact avec le vécu des femmes et leur cheminement dans leur coopérative allait permettre l'évaluation des effets des projets sur ces dernières. Des entrevues informelles ont aussi été menées avec la présidente et le directeur de la coopérative

concernée ainsi qu'avec d'autres intervenantes impliquées dans la création et le développement de la coopérative.

Avant de présenter les résultats de cette étude, il nous semble nécessaire de présenter un état des lieux des coopératives au Maroc puis présenter les résultats de la dite étude.

### **3-1 Etat des lieux des coopératives au Maroc**

#### **3-1-1 La situation des coopératives au Maroc**

Le secteur coopératif occupe une place non négligeable dans le tissu économique national. Elles constituent des acteurs importants dans les nouvelles orientations du développement socioéconomique au Maroc. Ce secteur a ouvert des horizons porteurs pour créer des projets économiques et sociaux qui concourent pour combattre la pauvreté, l'exclusion, et l'intégration des petits producteurs dans le marché. Leur attractivité croît surtout depuis 2005, année du lancement de l'Initiative nationale du développement humain (INDH).

D'après les statistiques de (ODCO)<sup>2</sup>, la cartographie de la coopérative au Maroc se présentait comme suit : 12 022 coopératives et unions de coopératives groupant 440 372 Adhérents imparties sur 22 secteurs et 117 branches d'activité. Elle se caractérise par la domination de trois secteurs : l'agriculture, l'artisanat et l'habitat avec respectivement 66.4%, 14.2% et 9.2% du total des coopératives. Ces entreprises emploient 24.719 personnes (données relatives à 1.163 coopératives déclarantes en 2008) et génèrent un capital consolidé de 6.4 Milliards de dirhams.

Au niveau régional, la région Sous-Massa- Darâa est classée en premier avec 1 295 coopératives, 51 672 Adhérents et un capital de 885 326 371 dirhams ; en deuxième la région de Tanger-Tétouan (1 060 coopératives, 32 965 Adhérents et un capital de 374 510 228 dirhams), en troisième classement la région de Doukkala-Abda (967 coopératives, 31 397 Adhérents et un capital de 222 756 093 dirhams).

#### **3-1-2 Coopérative féminine au Maroc**

La société marocaine a connu au fil des années de transformations profondes sous l'effet de la scolarisation des filles, l'accroissement des foyers dont la femme est le chef, chose qui nécessitera l'obtention d'un revenu durable via l'emploi ou l'auto-emploi par l'intermédiation de créer des coopératives féminines.

---

<sup>2</sup>[www.odco.gov.ma](http://www.odco.gov.ma)

La formule coopérative a été clairement identifiée lors de l'atelier national sur les coopératives de femmes au Maroc tenu à Mehdia en 1999, comme étant favorable à l'intégration des femmes au développement ainsi qu'étant une véritable école au développement de la société civile par la responsabilisation, l'expérience de la démocratie et la solidarité. Ainsi, d'après les intervenants impliqués dans cet atelier, la formule coopérative voit sa différence dans son pouvoir de renforcer les capacités des femmes à jouer un rôle équitable dans le développement grâce au potentiel d'apprentissage qu'il confère et ce, en matière législative, financière, quant aux droits et devoirs, l'expression, la démocratie, la solidarité, le contrôle et la gestion des ressources, la commercialisation et l'innovation.<sup>3</sup>

Le nombre de coopératives féminines au Maroc s'est multiplié dernièrement grâce à la mise en place du réseau de l'économie sociale appuyé par l'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH). Les premières coopératives exclusivement féminines ont vu le jour en 1950. Cependant leur croissance en terme de nombre devrait être lente jusqu'en 1990 où il a connu une émergence importante. En effet, on a constaté une hausse de 46% des coopératives de femmes depuis 1990 à nos jours. Les coopératives féminines constituent (fin de 2013), 1 756 coopératives groupant 31 833 Adhérents et qui génèrent un capital consolidé de 15.2 Millions de dirhams. Répartie par secteur, les coopératives des femmes représentent 35% en Agriculture, 40% en Artisanat, 13% en Argan, 9% en Denrées alimentaires et 3% pour les autres secteurs d'activité(ODCO)<sup>4</sup>.

Après avoir présenté un état des lieux des coopératives au Maroc, nous allons présenter les résultats de cette étude. On va procéder de la manière suivantes à savoir : nous allons présenter l'historique et motivation de création des coopératives puis on va présenter les résultats s'intéressant à l'apport de cette forme d'entreprendre sur l'inclusion socioéconomique des femmes.

---

<sup>3</sup> DRAINVILLE, I. 2001. « *La contribution du modèle coopératif au développement axé sur le genre : le cas des coopératives féminines d'extraction et de commercialisation d'huile d'arganier au Maroc* », mémoire en science de gestion et développement des coopératives, université de Montréal. P.21

<sup>4</sup> [www.ODCO.GOV.MA](http://www.ODCO.GOV.MA)

### 3-2 Discussion des résultats

#### ➤ Cas N°1 : Coopérative Féminine Ajddigue

La coopérative **Ajddigue**(qui désigne une fleur en Amazigh) est une coopérative d'extraction et de commercialisation de l'huile d'Argan. Elle a été créée en 1997 suite à un partenariat entre de nombreux intervenants locaux et internationaux. Elle a été composée d'une vingtaine de femmes, aujourd'hui, elle compte soixante adhérentes.

La principale motivation de la création de cette coopérative étaient l'amélioration des conditions de vie de la femme et son insertion socioéconomique pour qu'elle puisse participer au développement local de la région.

La coopérative est reconnue pour ses engagements sociaux économiques auprès de ses adhérentes :

« La coopérative nous a permis de nous émanciper au niveau économique et social. La femme devient indépendante et libre, elle gagne son propre argent. Les femmes encouragent même leurs enfants à aller à l'école et à faire des études parce qu'elles peuvent leur acheter la fourniture scolaire ».( Membre de la coopérative)

*« La coopérative m'a permis de me libérer des corvées domestiques chez les gens. Maintenant j'apprends à lire et à écrire et j'ai appris comment assurer la qualité des amandons. La coopérative m'a offert plus d'autonomie. J'ai pu visiter d'autres coopératives dans d'autres provinces. J'ai vu comment des jeunes filles et des femmes comme moi ont pu prendre leur destin en main et aller de l'avant pour le développement de leurs coopératives. »(Membre célibataire de 29 ans de la coopérative).*

« Fatima, une veuve de 38 ans, est membre de la coopérative. Son travail lui a permis de payer les frais de scolarité de ses enfants et d'apprendre à lire et à écrire. Elle a en outre eu l'occasion d'assister à des ateliers de sensibilisation portant sur divers aspects de la vie familiale et du fonctionnement d'une coopérative. »

La coopérative a de nombreux effets socioéconomiques sur ses membres. Tout d'abord, sur le plan social, les femmes sentent qu'elles rendent un travail utile pour eux et contribuent au développement local en plus de l'amélioration de leur quotidien (ce qui permet de développer leur estime de soi). Elle a permis de faire sortir la femme de l'isolement de leur foyer et développé l'apprentissage sur plusieurs niveaux. Les femmes membres des

coopératives ont pu bénéficier des cours d'alphabétisation. Sur le plan économique, elles accèdent à un revenu décent stable et par conséquent celui de leur famille sur lequel affirment avoir le contrôle et pouvoir décider.

➤ **Cas N°2 : Coopérative Tafyoucht**

C'est en 1995 que l'association « Aït Bâamrane » pour le développement a eu l'idée de faire une coopérative d'huile d'arganier dans sa région. Trois ans plus tard, soit en 1998, l'association a obtenu le statut de coopérative et a établi un partenariat avec l'ONG international Oxfam-Québec. Elle a été composée d'une dixième de femmes, aujourd'hui, elle compte soixante-cinq adhérentes.

La coopérative a bénéficié aussi de l'appui de plusieurs partenaires sur le plan technique et financier. L'un des objectifs de la coopérative est de permettre aux femmes de s'habiller pour participer au développement socio-économique de la région et ainsi contribuer à améliorer leur qualité de vie.

Il est certain que sur le plan économique, la coopérative constitue une première source de revenus pour plusieurs femmes qui n'ont jamais travaillé à l'extérieur de leur foyer. Les femmes voient dans la coopérative un lieu où elles se sentiront moins vulnérables. Plusieurs soulignent qu'elles n'auront plus cherché un emploi en semaine, que leurs conditions de travail sont meilleures et qu'elles y trouvent déjà une certaine stabilité psychologique et physique. Il s'agit donc d'un changement énorme dans leur vie et sur lequel elles mettent beaucoup d'espoir. Ce revenu est considérable pour des femmes qui menaient jusqu'alors une vie de dépendance totale à l'homme ; sorties de leur soumission, elles ont appris à agir et à prendre des décisions librement ce qui leur a permis d'accéder à un statut social différent. On constate donc que l'existence de la coopérative est à l'origine de plusieurs changements. Au-delà de l'espace de travail que la coopérative propose aux femmes, elle représente aussi un endroit où elles apprennent à s'affirmer, à prendre des responsabilités, où elles apprennent leurs droits et leurs devoirs. C'est un véritable cheminement vers l'autonomie, la confiance et l'estime d'elles-mêmes qu'elles effectuent.

➤ **Cas N° 3 : Coopérative Taitmatine**

Coopérative Agricole Féminine TAITMATINE a été créée le 27 Octobre 2002 dans la commune rurale de Tiout province de Taroudant au sud du Maroc. Elle a été composée de 18 femmes, aujourd'hui, elle compte 100 adhérentes.

Le but de la coopérative est d'améliorer les conditions socio-économiques des femmes rurales par l'augmentation de leurs revenus, leur alphabétisation (cours obligatoires pour être sociétaire) et un travail hors de leur foyer dans un local commun ainsi que la conservation de l'arganier et la valorisation des produits .

L'effet de l'intégration de la coopérative sur les adhérentes peut se résumer comme suit :

Sur le plan social, les femmes affirment que la coopérative leur apporte une valorisation personnelle .Elles sont fières de leur réalisations. Plusieurs constatent que leur quotidien s'est amélioré suite à l'intégration de la coopérative .La plupart de celles qui avaient déjà travaillé trouvent que le travail dans la coopérative est agréable et que les conditions de travail sont bien, elles appréciaient le travail en groupe, la coopérative représente une certaine sécurité et stabilité pour les adhérentes.

La coopérative constitue aussi un lieu d'apprentissage sur le plan technique autant que sur le plan social, on peut citer à titre d'exemple le travail d'équipe, la mécanisation du procédé, des notions liées au fonctionnement associatif ainsi qu'à la gestion.

Sur le plan économique, les femmes affirment que la coopérative répond jusqu'à maintenant à leurs besoins financiers en leur permettant d'avoir accès directement à un revenu régulier. Cela leur procure une certaine autonomie financière car elles affirment gérer leur argent elles même. Cette source de revenu leur permet de répondre à leurs besoins de base. Elles se sentent plus responsables et ont le pouvoir de décider de leurs achats selon leurs besoins et ceux de leurs enfants. Elles disent avoir la liberté de dépenser leur argent comme elles le veulent.

## Conclusion

En guise de conclusion, nous avons pu tirer plusieurs constats. Primo, il y a une importante prise de conscience durant la dernière décennie de la pertinence d'entreprendre autrement par le biais de l'entrepreneuriat social qui exerce principalement des missions socio-économiques à travers sa volonté de proposer des démarches innovantes en matière de production, de distribution, d'échange, de financement de biens et services qui permettent de le distinguer d'autres types d'entrepreneuriats classiques. Son originalité consiste à valoriser autrement pour construire un intérêt collectif. Il propose une autre manière de créer une réappropriation communautaire des modalités de valorisation de ce qui a été reconnu utile pour le groupe.

Secundo, les données de l'Office de développement de la coopération au Maroc font ressortir que les femmes rurales entreprennent de plus en plus dans les coopératives, une performance positive a été constaté, mais beaucoup de travail doit être mis en place pour l'amélioration de cette performance.

Tertio, Un effort doit être fait afin d'améliorer les pré-dispositifs des entrepreneurs sociaux marocains en améliorant le niveau d'instruction, l'état d'esprit, la formation et la préparation des entrepreneurs pour une augmentation souhaitée du taux de réalisation de l'entrepreneuriat social vue leur effet socioéconomique.



**Bibliographie**

- Alexandre-Leclair, L. (2013), « L'ES et l'innovation sociale comme facteurs fédérateurs du système national d'innovation », dans *Sophie Boutillier, Faridah Djellal et Dimitri Uzunidis (dir.)*
- ACI (2010), "Les entreprises coopératives autonomisent les femmes", *message Journée internationale des coopératives 16ème ONU & 88ème ACI*, 3 Juillet 2010.
- Attouch H. (2011), « Economie solidaire et développement humain durable » in *Remacoop*, n° 1, ODCO, pp 69-78.
- Centre d'excellence pour la santé des femmes – région de l'Atlantique (CEPSF-RA), *Documentation de base sur l'inclusion sociale et économique*, Halifax, 2000. [www.medicine.dal.ca/acewh](http://www.medicine.dal.ca/acewh)
- Brouard, F. (2007), « Reflexions sur l'ES », Paper presented at the Administrative sciences association of Canada, January 31, Ottawa, Canada. Brouard, F., Sakka, O., et Larivet, S. (2012), « Défis et actions pour développer l'ES », *Revue Des Sciences De Gestion*, 17-22. Carré.
- Drainville I. (2001), *La contribution du modèle coopératif au développement axé sur le genre : le cas des coopératives féminines d'extraction et de commercialisation d'huile d'arganier au Maroc*, mémoire pour obtenir la maîtrise en sciences de gestion et développement des coopératives, Faculté d'Administration Institut de Recherche et d'Enseignement sur les Coopératives de l'Université de Sherbrooke, juillet, Sherbrooke.
- Elghiat R. (2011), « Les coopératives des femmes au Maroc : état des lieux » in *Remacoop*, n° 1, ODCO, pp 34-42.
- EL ABJANI. A (2014), « Entrepreneuriat social et développement humain : réalité et perspectives de développement » In colloque international, « *Les 30° journées du développement ATM 2014 « Ethique, entrepreneuriat et développement* »
- Elkandoussi F., Omari S. et M'Zali B. (2011), « Les coopératives féminines d'argan au Maroc : un domaine propice à la mise en place de la démarche de développement durable » In *Colloque international francophone, « Le développement durable : débats et controverses »*, 15 et 16 décembre 2011, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand. ADS (2013), *Rapport d'activité 2012*, Rabat.

- Isola G, GonzalezL. al. (2005), « *Les fonctions, actions et contributions des coopératives en milieu rural sur le développement local durable* », Unircoop.Vol.3, no 1.
- Brouard, F., Sakka, O., et Larivet, S. (2012), « Défis et actions pour développer l'ES », *Revue Des Sciences De Gestion*, 17-22.
- Dees, J. G., et Anderson, B. B. (2006), « Framing a theory of social entrepreneurship: Building on two schools of practice and thought », In R. Mosher-Williams (Ed.), *Research on Social Entrepreneurship: Understanding and Contributing to an Emerging Field*. ARNOVA Occasional Paper Series, 1(3), 39-66.
- Yunus M. (2011), « Pour une économie plus humaine. Construire le social-business », avec Karl Weber traduit de l'anglais par Béatrice Merle d'Aubigné et Annick Steta, JC Lattès.
- Zahra S.A., Gedajlovic E., Neubaum D.O. , Shulman J.M. (2009), « A typology of social entrepreneurs: Motives, search processes and ethical challenges », *Journal of Business Venturing*, vol. 24 (n°5), pp.519-532.
- Defourny, J. et Nyssens, M. (2006), « Defining social enterprise », in M. Nyssens (Ed.), *Social Enterprise. At the crossroads of market, public policies and civil society*, Routledge, London, 3-26.
- Prahalad, C. K. (2004), « Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty through Profits », Upper Saddle River: Wharton School Publishing, 432 p.
- G. Douba (2002) « L'entrepreneuriat : de l'esprit d'entreprise à l'esprit d'entreprendre, Analyse de la contribution des ONG à la redéfinition des facteurs de richesse », AUF, n° 02-67, 2002.